

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 29 octobre 1962

La séance est ouverte à deux heures et demie.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

CUBA—NOUVELLE DÉCLARATION DU
PREMIER MINISTRE

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous nous réunissons aujourd'hui dans une atmosphère beaucoup moins tendue que celle qui nous étreignait depuis quelques jours. Les membres de la Chambre ont sans doute suivi, au cours de la fin de semaine, le déroulement rapide des événements qui ont atteint leur point culminant hier matin lorsque le premier ministre Khrouchtchev a ordonné qu'on démantèle les bases de missiles soviétiques à Cuba et qu'on les ramène en Union soviétique. Il serait inutile de rappeler en détail tout ce qui a transpiré, sauf pour faire la lumière sur une nouvelle qui, pour un moment, a semé la confusion et apporté dans la crise un dangereux élément d'incertitude.

Le premier ministre Khrouchtchev avait envoyé au président Kennedy un message où il offrait de démanteler les bases soviétiques à Cuba si les États-Unis s'engageaient à lever la quarantaine et à donner l'assurance de ne pas envahir Cuba. Quelques heures plus tard, la radio de Moscou diffusait un nouveau message de M. Khrouchtchev où ce dernier semblait imposer une nouvelle condition à l'offre soviétique en rattachant la question de retirer les missiles soviétiques de Cuba à un retrait analogue des missiles américains de Turquie. Tenter ainsi de majorer le prix d'une façon qui laissait dans le vague ce que l'Union soviétique était disposée à faire ou à ne pas faire pour répondre aux États-Unis, qui insistaient pour que la menace à Cuba soit d'abord anéantie, c'était amener une complication qui risquait de chasser l'espoir d'une solution qui avait paru imminente. Ce n'est que lorsque le président Khrouchtchev a donné l'ordre de démanteler les bases de missiles à Cuba, sous la surveillance des Nations Unies, que l'incertitude s'est enfin dissipée.

La Chambre se réjouira de voir rapidement disparaître la menace que constituent les missiles à longue portée qui se trouvent à Cuba. Néanmoins, il est bon de répéter, je crois, que nul d'entre nous ne doit se sentir

trop rassuré dans cette situation tendue, car des obstacles peuvent encore surgir. L'attitude du premier ministre Castro est un élément à ne pas oublier, et ses premières réactions ne sont pas aussi encourageantes qu'elles pourraient l'être. Il reste à régler la question complexe, sinon difficile, de la vérification à faire sous la surveillance des Nations Unies, et le temps presse. Le secrétaire général intérimaire, M. U Thant, doit se rendre demain à La Havane en vue de prendre les dispositions préliminaires qui permettront aux Nations Unies de surveiller le démantèlement des bases et le retrait des missiles. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Green) est allé à New-York hier et il a déjà fait savoir au secrétaire général intérimaire que le Canada est prêt à participer à toute mesure d'inspection et de vérification que pourraient prendre les Nations Unies.

Il serait sage, je crois, de réitérer l'avertissement que j'ai donné hier à ce propos. Même si ce fut un soulagement général d'apprendre que les perspectives d'une solution pacifique s'étaient sensiblement améliorées, il faudra poursuivre les négociations sur cette question et sur d'autres qui pourraient mettre éventuellement en danger la paix dans le monde. L'installation de missiles de longue portée capables de lancer des ogives nucléaires sur presque tout l'hémisphère occidental a amené le monde trop près du désastre pour que nous puissions nous livrer à l'optimisme à l'heure qu'il est. Si un conflit a pu être évité, c'est bien grâce à l'unité, à la collaboration et à la compréhension dont ont fait preuve les alliés occidentaux en face d'un grave danger.

Nous devons tous reconnaître que les Nations Unies ont joué un rôle utile dans cette crise. Une fois de plus, cette organisation internationale s'est révélée un forum où les parties ont pu conférer et où le secrétaire général a pu faire usage de ses pouvoirs.

Pour ce qui est de l'avenir, il incombe avant tout de rétablir le statu quo en faisant disparaître à Cuba l'état de choses qui a si dangereusement renversé la balance précaire du pouvoir dans le monde. Mais il ne faudra pas se contenter uniquement de revenir à l'état peu satisfaisant où en étaient les relations entre l'Est et l'Ouest. Même au plus fort de la crise, le président Kennedy, le premier ministre Khrouchtchev et le premier ministre Macmillan ont senti le besoin de parler de l'avenir et de la nécessité urgente de négocier